

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPRIMERIE MORDACQ

PETIT NEUFPRE
ZONE INDUSTRIELLE
62120 Aire Sur La Lys

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\MORDACQ
Imprimerie_Aire-sur-la-Lys_0007002000\2_INSPECTIONS\2025_10_10_situation administrative
_déchets
Code AIOT : 0007002000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement IMPRIMERIE MORDACQ implanté PETIT NEUFPRE ZONE INDUSTRIELLE 62120 Aire sur la Lys. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 01/03/2024, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte contre la société IMPRIMERIE MORDACQ. Par jugement en date du 04/07/2024 le Tribunal de Commerce de Boulogne-sur-Mer a autorisé le renouvellement de la période d'observation jusqu'au 01/03/2025. En date du 19/09/2024, ce même Tribunal de Commerce a prononcé l'adoption du plan de redressement pour une durée de 10 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPRIMERIE MORDACQ
- PETIT NEUFPRE ZONE INDUSTRIELLE 62120 Aire sur la Lys
- Code AIOT : 0007002000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPRIMERIE MORDACQ implantée à Aire-sur-la-Lys est spécialisée dans les activités d'impression offset utilisant des rotatives à séchage thermique.

Les installations exploitées sont visées par la rubrique 2450-A-a (imprimeries - Offset utilisant des rotatives à séchage thermique) sous le régime de l'autorisation et par la rubrique 2445-1 (transformation du papier, carton) sous le régime de l'enregistrement.

Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/05/2021 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/11/2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	modification à minima notable des installations	Code de l'environnement du 20/05/2021, article L 181-14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	air	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 3.2.2	Sans objet
3	déchets	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 5.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'adoption du plan de redressement a conduit l'exploitant à modifier son parc machines. 5 rotatives à sécheur thermique étaient présentes et exploitées le jour de la visite d'inspection sur les 6 autorisées, la sixième offset ayant été démontée. A compter de la mi-octobre une seconde rotative sera également mise à l'arrêt définitif. 4 rotatives à sécheur thermique resteront exploitées sur le site.

Parallèlement, une nouvelle offset feuille à feuille, rotative qui n'est pas à séchage thermique, a été installée.

Ces installations sont visées par la rubrique 2450.

Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : modification à minima notable des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/05/2021, article L 181-14
Thème(s) : Situation administrative, modification parc installation
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. Rappel : article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/05/2021 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : rubrique 2450-A-a, soumise à autorisation environnementale. Caractéristiques de l'installation : 6 rotatives offset avec sécheur thermique dont 1 rotative Lithoman, 1 rotative Polyman, 2 rotatives Rotoman, 1 rotative Komori et 1 rotative Octoman. La consommation d'encre est de 3 tonnes/jour.
Constats : Les installations visées par la rubrique 2450 ont ou vont très prochainement évoluées : <ul style="list-style-type: none">- une rotative Rotoman a été supprimée ;- l'exploitation de la rotative Octoman cessera définitivement vers la mi-octobre;- une nouvelle rotative de type feuille à feuille HEIDELBERG XL75 (sans sécheur thermique) est exploitée. Lors de la visite du site il a également été constaté l'installation récente d'un nouveau système d'aspiration des rognures non opérationnel à ce jour. Ce dispositif est de taille réduite mais est disposé à environ 2 mètres des limites du site. L'ensemble des modifications n'a pas été porté à la connaissance (PAC) du préfet. L'inspection note qu'aujourd'hui le site n'est pas soumis à la rubrique 3670. L'absence de classement au titre de cette rubrique sera vérifiée et justifiée dans le PAC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejet installations de traitement
Prescription contrôlée :

Les machines suivantes sont raccordées à un incinérateur : Octoman, WEB 8, Rotoman et Polyman.

Constats :

- L'exploitant indique que les rotatives Rotoman et Lithoman situées dans le bâtiment le plus récent sont chacune munies d'un oxydateur intégré. Un asservissement empêche l'utilisation des rotatives en cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'oxydateur. Ces deux rotatives étaient en fonctionnement le jour de la visite d'inspection.

L'exploitant fournira un écrit de l'installateur confirmant ce point particulier. La température optimale d'oxydation sera précisée. Une copie d'écran reprenant la valeur de consigne fixée sur l'installation sera également jointe.

- Un incinérateur est également présent sur site. Il reprend aujourd'hui les trois installations Polyman, Komori et Octoman.

L'incinérateur était en fonctionnement le jour de la visite d'inspection. Les températures de combustion à l'instant t et de consigne sont reprises sur un tableau dans l'atelier (températures non enregistrées). **L'inspection relève qu'un écart de 100 °C est relevé entre température de consigne (795°C) et température à l'instant t (692°C).**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant démontrera que cette température à l'instant t reste néanmoins suffisante pour assurer le respect des valeurs limites. La température minimale à atteindre sera également précisée et justifiée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 5.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, élimination valorisation des déchets

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

type de déchets	code déchets	Nature des déchets
déchets non dangereux	150203	résidus chiffons souillés
	150102	emballages plastiques
	080318	consommables informatiques
	020110	plaques offset
déchets dangereux	080119*	résidus aqueux

	080314*	résidus encre et impression
	090102*	residus de révélateur
	150202*	chiffons souillés
	150110*	emballages et matériaux souillés

Constats :

Lors de la visite d'inspection il n'a pas été constaté une quantité anormale de déchets stockée. Les typologies de déchets sont celles reprises dans l'article 5.2.4.

Cependant, la consultation depuis Track déchets de la liste des déchets sortants du site montre que plus de 86 tonnes de déchets dangereux et non dangereux ont été éliminés sur une année glissante (10/2024 à 10/2025). Le même exercice réalisé sur trois années glissantes (10/2022 - 10/2025) montre l'élimination de plus de 272 tonnes de déchets dangereux et non dangereux. Le ratio annuel reste le même, de l'ordre de 90 tonnes. Or, le dossier d'évaluation environnementale intégré à la demande d'autorisation environnementale déposée en 02/2020 estimait **à plus de 210 tonnes de déchets la quantité annuellement éliminée**. L'exploitant détaillera les mesures d'évitement ou/et de réduction prises pouvant expliquer cette diminution importante de la quantité de déchets éliminés.

Néanmoins, l'inspection relève :

- les déchets de résidus de révélateur sont disposés dans un IBC placé sur rétention présent dans le hall de départ des palettes de produits finis. **Cet IBC n'est pas identifié. Une étiquette, absente le jour de la visite, est normalement apposée selon l'exploitant.** La dangerosité de ce déchet n'est de plus pas signalée ;
- **présence d'un bidon de 20 litres "EUROSTAR NV 8.0" avec pictogramme SGH 08 dans l'atelier.** L'exploitant indique que le contenant ne correspond plus à l'étiquetage. **De manière plus générale, des petits contenants dont le contenu n'est pas identifié sont présents sur certains postes de travail ;**
- **présence dans les ateliers de plusieurs stockages de pièces métalliques** (en lien avec le démantèlement de la rotative Rotoman) ;
- présence d'IBC à l'extérieur sur rétention abrité par un appentis contenant :
 - deux bidons en plastique de 200 litres non étiquetés mais portant la mention manuscrite "produit nettoyant propre à utiliser". **Pas d'information sur la dangerosité de ce produit ;**
 - quelques centaines de litres de fioul dans un IBC aujourd'hui non utilisé. Ce produit n'est ni identifié, ni signalé comme dangereux ;
 - un IBC contenant des résidus de solvant provenant d'un bac de nettoyage dont les dangers ne sont pas précisés ;
 - un bidon en plastique portant la mention manuscrite " huile usagée". Pas d'information sur la dangerosité de ce produit ;

- un stockage de rétentions non utilisées placé sur une rétention qui devient dès lors inutilisable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à un inventaire de l'ensemble des produits chimiques présents sur le site notamment au niveau des postes de travail afin d'éliminer les produits aujourd'hui inutilisés.

Type de suites proposées : Sans suite